

No. 35769

**France
and
Latvia**

Agreement on cultural, educational, technical, scientific and technological cooperation between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Latvia. Paris, 14 April 1997

Entry into force: *1 September 1997 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Latvian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 15 June 1999*

**France
et
Lettonie**

Accord de coopération culturelle, éducative, technique, scientifique et technologique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie. Paris, 14 avril 1997

Entrée en vigueur : *1er septembre 1997 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et letton*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 15 juin 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPÉRATION CULTURELLE, ÉDUCATIVE, TECHNIQUE,
SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE DE LETTONIE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie,

Ci-après dénommés les Parties,

- Se référant au Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la France et la Lettonie signé le 2 mars 1993,

- Respectueux des principes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki et de la Charte de Paris sur la nouvelle Europe ;

- Convaincus de l'importance de leur coopération pour une compréhension mutuelle entre les peuples et pour une meilleure connaissance réciproque dans le cadre de l'espace culturel européen ;

- Désireux de développer cette coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la technique, des sciences et des technologies et de promouvoir la connaissance de la langue de l'autre Partie,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Chacune des Parties favorise la diffusion de la culture de l'autre Partie sur son territoire.

Elles facilitent les contacts entre personnalités du monde intellectuel et artistique des deux États, et soutiennent la coopération entre experts de la gestion culturelle, de la formation aux métiers de la culture et du patrimoine.

Elles assurent une diffusion aussi large que possible des livres et autres publications d'un État dans l'autre et soutiennent la coopération entre organismes d'édition des deux États permettant d'accroître les activités d'édition et de traduction.

Elles soutiennent la collaboration en matière de protection des droits des créateurs (droits d'auteurs et droits voisins).

Elles favorisent les échanges de manifestations artistiques (théâtre, musique, danse, arts plastiques ...). Elles privilégient les coproductions, les rencontres d'artistes et de professionnels de la culture, ainsi que les actions de formation notamment par l'organisation de stages ou l'attribution de bourses d'études.

Elles aident et favorisent toute forme de coopération entre les archives, les musées, les bibliothèques et autres institutions culturelles en facilitant l'accès à leurs fonds aux spécialistes et chercheurs de l'autre État. Ces facilités seront mutuellement accordées dans le ca-

dre des réglementation en vigueur dans l'autre État et pourront faire éventuellement l'objet d'accords particuliers entre les établissements spécialistes intéressés.

Les deux Parties favorisent toute forme de coopération dans le domaine de la protection et de la préservation du patrimoine culturel.

Article 2

Les Parties encouragent l'activité des établissements culturels existants, ou qui viendraient à être ouverts sur leur territoire respectif par l'autre Partie tels que centres culturels, centres de coopération, centre de documentation, bibliothèque-médiathèque, alliances françaises et prennent, dans le cadre de leur législation et de leur réglementation nationale, toutes les dispositions susceptibles de faciliter leur fonctionnement.

Article 3

Chaque Partie encourage l'enseignement et la diffusion sur son territoire de la langue de l'autre Partie. Dans le cadre et les limites de leurs ressources budgétaires, les deux Parties concourent à toutes formes de coopération dans le domaine de l'éducation comme:

- Les activités des lectorats de français et de letton ;
- La participation, dans le cadre d'une coopération universitaire, d'étudiants et de spécialistes à des cours et séminaires de langue et littérature française et lettone,
- L'échange d'élèves et d'étudiants ;
- La coopération entre établissements scolaires, notamment dans le cadre d'appariements ;
- La coopération entre établissements d'enseignement supérieur;
- L'échange d'informations et de publications scientifiques et pédagogiques ,
- Le développement de l'enseignement du français en Lettonie, notamment par les moyens audiovisuels, et celui des filières bilingues à tous les niveaux du système éducatif ;
- La collaboration en matière de rédaction de manuels et de méthodes d'apprentissage du français ;
- La coopération éducative en matière d'organisation et de gestion du système éducatif ainsi qu'en matière de formation de formateurs et d'enseignement à distance ,
- La coopération en matière de formation professionnelle et d'enseignement technique;
- La coopération dans le domaine de la recherche linguistique et de la traduction-interpréariat.

Les Parties encouragent la reconnaissance réciproque des certificats, diplômes et titres délivrés par leurs établissements d'enseignement supérieur.

Article 4

Les Parties favorisent le développement des échanges directs dans les domaines de la radio diffusion, de la télévision, de la presse et du cinéma, en particulier entre organismes et professionnels et privilégient les actions de formation

Article 5

Les Parties encouragent la coopération entre leurs communautés scientifiques, leurs institutions scientifiques, y compris universitaires, et leurs institutions à vocation technologique dans des domaines d'intérêt réciproque concernant aussi bien les sciences exactes et appliquées, la technologie que les sciences humaines et sociales.

A cet effet, elles soutiennent en particulier, dans le cadre de leurs ressources budgétaires:

- Les échanges de scientifiques, de personnels techniques et d'experts;
- Les séjours de recherche et à vocation technologique ;
- L'organisation de conférences, colloques et rencontres d'experts ;
- Les liens directs entre laboratoires ;
- La réalisation de projets de recherche scientifique et/ou technologiques ;
- Les échanges d'information et de documentation scientifique et technique ;
- Les mesures permettant d'assurer, en conformité avec leur législation et réglementation nationales, une répartition équitable des droits de propriété intellectuelle, lorsque la diffusion et/ou l'exploitation des résultats des travaux conduits en commun dans le cadre de la coopération instituée par le présent accord sont de nature à conférer de tels droits. Les modalités de répartition de ces droits peuvent faire l'objet d'arrangements particuliers.

Article 6

Les Parties poursuivent une coopération aussi étroite que possible dans des domaines techniques selon les priorités établies d'un commun accord.

La Partie française est disposée à apporter son concours en matière d'aide à la gestion publique, notamment pour la formation de cadres administratifs, de coopération juridique et de mise en oeuvre de réformes économiques.

Ce concours peut prendre la forme d'expertise, de conseil et de formation, sur place ou en France. Des mises à niveau linguistique sont organisées, en tant que de besoin, à l'intention des futurs stagiaires.

Article 7

Les Parties encouragent les échanges de jeunes, tant dans le domaine culturel que sportif. Elles mettent l'accent sur la formation des jeunes et sur les contacts directs entre organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Elles favorisent la participation des jeunes aux stages organisés par l'autre Partie.

Article 8

Les Parties encouragent les diverses formes de la coopération décentralisée, complémentaire de la coopération entre États : relations directes entre personnes et institutions, jumelages, coopération et échanges entre collectivités locales.

Article 9

Dans le cadre de leur coopération visée par le présent Accord, les Parties se concertent pour proposer des projets d'intérêt commun entrant au titre de programmes multilatéraux, notamment de ceux de l'Union Européenne, du Conseil de l'Europe et des organes des Nations-Unies

Article 10

Afin de mettre en oeuvre les principes de cet Accord, il est créé une Commission mixte intergouvernementale de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique. Celle-ci se réunit au moins une fois tous les trois ans, alternativement en France et en Lettonie, afin de faire le bilan général des échanges effectués, de dégager les priorités et les orientations de la coopération à venir, de définir un programme d'action et les modalités pratiques de son exécution et d'examiner, si nécessaire, les problèmes d'ordre général que pourrait poser la mise en oeuvre du présent Accord.

Cette commission mixte est co-présidée par les chefs des deux délégations. La coordination des travaux de la commission est assurée par les Ministères français et letton des Affaires étrangères.

Article 11

Dans le cadre de leur réglementation respective, les Parties s'efforcent de créer les conditions favorables à l'entrée sur leur territoire, au séjour, aux déplacements et aux activités des participants aux échanges prévus par le présent Accord. Elles s'emploient à faciliter la circulation des biens nécessaires à la réalisation de leur coopération.

Les Parties définissent sous la forme d'un arrangement administratif les modalités d'accueil et de séjour des personnes impliquées dans la mise en oeuvre du présent Accord, notamment des professeurs français invités en Lettonie pour des séjours de longue durée.

Article 12

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution et sa législation nationale pour l'entrée en vigueur du présent accord : celui-ci prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

Le présent accord est conclu pour une durée de cinq ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans, sauf si l'une des Parties notifie à l'autre, par écrit

et avec un préavis d'un an avant l'expiration de la période de validité en cours, sa décision de le dénoncer.

Fait à Paris, le 14 avril 1997 en double exemplaire original chacun en langues française et lettone les deux textes faisant également foi. En cas de litige, le texte français prévaut.

Pour le Gouvernement de la République Française :

HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement de la République de Lettonie :

VALDIS BIRKAVS

**FRANCIJAS REPUBLIKAS VALDĪBAS
UN
LATVIJAS REPUBLIKAS VALDĪBAS
KULTŪRAS, IZGLĪTĪBAS, TEHNIKAS,
ZINĀTNES UN TEHNOLOĢIJAS SADARBĪBAS
LĪGUMS**

Francijas Republikas valdība

un

Latvijas Republikas valdība,

turpmāk tekstā - Puses,

- atsaucoties uz Francijas Republikas un Latvijas Republikas 1993.gada 2.martā noslēgto saprašanās, draudzības un sadarbības līgumu;

- ievērojot principus, kas pausti Eiropas Drošības un sadarbības apspriedes Helsinku Noslēguma dokumentos un Parīzes hartā jaunajai Eiropai;

- pārliecībā par savstarpējās sadarbības nozīmīgumu abu tautu savstarpējai sapratnei un labākai iepazīšanai Eiropas kultūras telpā;

- vēlēdamās attīstīt sadarbību kultūras, izglītības, tehnikas, zinātnes un tehnoloģijas jomā un veicināt otras valsts valodas zināšanas;

vienojas par sekojošo:

1.pants

Puses sekmē otras Puses kultūras izplatību savā teritorijā.

Puses atvieglo kontaktus starp abu valstu intelektuālajām un mākslinieciskajām personībām un atbalsta sadarbību starp ekspertiem kultūras pārvaldē un kultūras darbinieku un kultūras mantojuma speciālistu apmācību.

Puses nodrošina vienas valsts grāmatu un citu publikāciju cik iespējams plašu izplatību otrā valstī un atbalsta sadarbību starp abu valstu izdevniecībām, dodot iespēju palielināt izdošanas un tulkošanas aktivitātes.

Puses atbalsta līdzdarbību jaunrades tiesību aizsardzības jomā (autortiesības un blakustiesības).

Puses sekmē apmaiņu mākslinieciskās izteiksmes jomā (teātris, mūzika, deja, tēlotāja māksla). Puses dod priekšroku mākslinieku un kultūras profesionāļu savstarpējai sadarbībai, kā arī tālākizglītībai, organizējot apmācību seminārus un piešķirot stipendijas.

Puses atbalsta un veicina visdažādāko sadarbību starp arhīviem, muzejiem, bibliotēkām un citām kultūras institūcijām, nosakot atvieglojumus otras valsts speciālistiem un pētniekiem pieejai saviem fondiem. Šie atvieglojumi tiks savstarpēji piešķirti saskaņā ar otrās valsts spēkā esošajiem likumiem, un šie atvieglojumi eventuāli var kļūt par ieinteresēto iestāžu atsevišķu līgumu priekšmetiem.

Abas Puses sekmē visdažādāko sadarbību kultūras mantojuma aizsardzībā un saglabāšanā.

2.pants

Katra Puse atbalsta otras Puses jau esošo kultūras iestāžu darbību attiecīgajā teritorijā, kā arī tādas jaundibināmas kultūras iestādes kā kultūras centri, sadarbības centri, dokumentācijas centri, bibliotēkas un citas informācijas nesēju krātuves un franču alianses, kā arī apņemas darīt visu iespējamo, lai atvieglotu to darbību saskaņā ar attiecīgās valsts likumiem un pastāvošo kārtību.

3.pants

Katra Puse veicina savā teritorijā otras Puses valodas mācīšanu un izplatību. Savu budžetu resursu ietvaros Puses veicina dažādu sadarbību izglītības jomā:

- franču un latviešu valodas lektorātu sadarbību;
- studentu un speciālistu līdzdalībuursos un semināros par franču un latviešu valodu un literatūru universitāšu sadarbības jomā;
- skolēnu un studentu apmaiņu;
- sadarbību starp skolām, it īpaši sadraudzības skolām;
- sadarbību starp augstākās izglītības iestādēm;
- zinātniskās un pedagoģiskās informācijas un publikāciju apmaiņu;
- franču valodas mācīšanas attīstību Latvijā, īpaši ar audiovizuālo līdzekļu palīdzību, kā arī visu izglītības līmeņu mācību iestāžu, kurās mācības notiek divās valodās (latviešu un franču), attīstību;
- līdzdarbību franču valodas mācību grāmatu rediģēšanas un valodas apguves metožu jomā;
- sadarbību izglītības pārvaldes organizēšanā un vadīšanā, kā arī skolotāju izglītošanā un tālmācībā;
- sadarbību profesionālās izglītības un arodizglītības jomā;
- sadarbību valodniecisko pētījumu un tulkojumu jomā.

Puses veicina savu augstākās izglītības iestāžu atestātu, diplomu un zinātnisko nosaukumu savstarpēju atzīšanu.

4.pants

Puses sekmē tiešas apmaiņas attīstību radio, televīzijas, preses un kino jomā, galvenokārt starp organizācijām un profesionāļiem, un dod priekšroku izglītībai.

5.pants

Puses veicina sadarbību starp to zinātniskajām savienībām, zinātniskajām institūcijām, to skaitā augstskolām, un to tehnoloģiskajām institūcijām kopējo interešu jomās, ietverot eksaktās un lietišķās zinātnes un tehnoloģiju, kā arī humanitārās un sociālās zinātnes.

Šajā nolūkā Puses savu budžeta resursu ietvaros atbalsta:

- zinātnieku apmaiņas, tehniskā personāla un ekspertu apmaiņas;
- uzturēšanos pētniecības nolūkos ar tehnoloģisku ievirzi;
- konferenču, kolokviju un ekspertu tikšanās organizēšanu;
- tiešas saiknes starp laboratorijām;
- zinātnisko un tehnoloģisko pētījumu projektu realizēšanu;
- zinātniskās un tehniskās informācijas un dokumentācijas apmaiņu;
- pasākumus, kas saskaņā ar Pušu likumdošanu ļauj nodrošināt tiesības uz intelektuālā īpašuma taisnīgu sadali, ja līgumā noteiktās sadarbības ietvaros kopīgi veikto darbu rezultātu izplatīšana un/vai lietošana šādas tiesības rada. Par šo tiesību sadales modalitātēm Puses var vienoties atsevišķi.

6.pants

Puses veicina cik iespējams ciešu sadarbību tehnikas jomā, prioritātes nosakot kopējā līgumā.

Francijas Puse ir gatava piedalīties, palīdzot sabiedrības pārvaldes jomā, t.i. apmācīt administratīvos darbiniekus, sadarboties juridiskajā jomā un īstenot ekonomiskās reformas.

Šī palīdzība var izpausties ekspertīzes, padomdevēja un apmācības veidā uz vietas vai Francijā. Valodas zināšanu pārbaudes tiks organizētas pēc nākamo stažieru vajadzības.

7.pants

Puses veicina jauniešu apmaiņu kultūras un sporta jomā. Puses akcentē jauniešu tālākizglītību un valstisko un nevalstisko organizāciju tiešu sadarbību.

Puses veicinās jauniešu piedalīšanos otras Puses rīkotajos apmācībasursos.

8.pants

Puses veicina dažādas decentralizētās sadarbības formas, papildinot sadarbību starp Valstīm: tiešu sadarbību starp personām un institūcijām, sadraudzības attiecības, sadarbību un apmaiņu starp pašvaldību organizācijām.

9.pants

Līgumā paredzētās sadarbības ietvaros, Puses koncentrēsies uz abpusēji interesējošiem daudzpusējiem programmu projektiem, sevišķi tādiem, kas saistīti ar Eiropas savienību, Eiropas padomi un Apvienoto Nāciju Organizāciju.

10.pants

Lai nodrošinātu šajā līgumā paredzēto, tiek izveidota kopēja kultūras, izglītības, zinātnes un tehnikas sadarbības starpvaldību komisija. Tā tiekas vismaz vienu reizi trijos gados pārmaiņus, Francijā un Latvijā, lai izvērtētu līdzšinējo sadarbību, izvirzītu nākotnes sadarbības prioritātes un virzienus, noteiktu rīcības programmu un praktiskās izpildes veidus un nepieciešamības gadījumā pētītu vispārēja rakstura problēmas, ko varētu izraisīt līguma īstenošana.

Kopējo komisiju vada Pušu delegāciju vadītāji. Komisijas darbu koordinē Francijas Republikas Ārlietu ministrija un Latvijas Republikas Ārlietu ministrija.

11.pants

Saskaņā ar savu likumdošanu Puses apņemas radīt labvēlīgus apstākļus dalībniekiem, kuri šī līguma ietvaros iebrauc, uzturas un pārvietojas Pušu teritorijā. Tās apņemas atvieglot sadarbības īstenošanai nepieciešamo materiālo vērtību pārvietošanu.

Puses paraksta vienošanās protokolu, kurā nosaka uzņemšanas un uzturēšanās veidus personām, kas minētas līgumā, sevišķi franču skolotājiem, kas uzaicināti darbam Latvijā un uzturas tajā ilgāku laiku.

12.pants

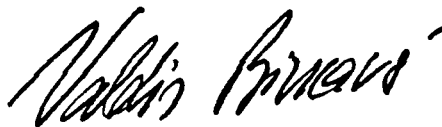
Puses paziņo viena otrai par savu konstitucionālo procedūru izpildi, lai līgums varētu stāties spēkā. Tas stājas spēkā otrā mēneša pirmajā dienā pēc pēdējā paziņojuma saņemšanas.

Līgums ir noslēgts uz 5 gadiem. Tā darbības laiks tiek automātiski pagarināts ik pēc pieciem gadiem, izņemot gadījumu, ja viena no Pusēm vienu gadu pirms spēkā esošā noteiktā laikposma izbeigšanās rakstiski paziņo par lēmumu līgumu denonsēt.

Noslēgts *Parīzē*. 1997. gada *14. aprīlī*... divos oriģināleksemplāros katrs franču un latviešu valodā, abi teksti ir vienlīdz autentiski. Domstarpību gadījumā noteicošais ir teksts franču valodā.

Francijas Republikas
valdības vārdā

Latvijas Republikas
valdības vārdā



[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT ON CULTURAL, EDUCATIONAL, TECHNICAL,
SCIENTIFIC AND TECHNOLOGICAL COOPERATION BETWEEN THE
GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE
GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA

The Government of the French Republic and
The Government of the Republic of Latvia,
Hereinafter referred to as "the Parties",

With reference to the Treaty of understanding, friendship and cooperation between the French Republic and the Republic of Latvia signed on 2 March 1993,

Respectful of the principles of the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe, held in Helsinki, and of the Charter of Paris for a New Europe,

Convinced of the importance of their cooperation for mutual understanding between the peoples and for a better mutual knowledge within the framework of the European cultural area,

Desiring to develop this cooperation in the cultural, educational, technical, scientific and technological fields and to promote knowledge of the language of the other Party,

Have agreed as follows:

Article 1

Each Party shall encourage the dissemination of the culture of the other Party in its territory.

They shall facilitate contacts between intellectual and artistic personalities of the two States, and shall support cooperation between experts in cultural administration and in training for occupations in the fields of culture and the cultural heritage.

They shall ensure the widest possible distribution of the books and other publications of each State in the other, and shall support cooperation between publishing houses of the two States with a view to increasing publishing and translation activities.

They shall support cooperation in protecting creators' rights (copyright and related rights).

They shall encourage exchanges of artistic events (theatre, music, dance, the plastic arts, and so on). They shall place special emphasis on co-productions, meetings between artists and persons working in the cultural field, and training activities, particularly through the organization of training courses or the award of scholarships.

They shall assist and encourage all forms of cooperation between archives, museums, libraries and other cultural institutions by facilitating access to their collections by specialists and researchers of the other State. These facilities shall be mutually accorded within the

framework of the regulations in force in the other State and may be the subject of special agreements between the specialized establishments concerned.

The two Parties shall encourage all forms of cooperation in the field of protecting and preserving the cultural heritage.

Article 2

The Parties shall encourage the activities of cultural establishments already opened in their respective territories by the other Party, such as cultural centres, cooperation centres, documentation centres, libraries, multimedia libraries and branches of the Alliance Française, and of those which are opened in the future, and shall adopt in their legislation all provisions likely to facilitate their operation.

Article 3

Each Party shall encourage the teaching and dissemination in its territory of the language of the other Party. Within the framework and the limits of their budgetary resources, the two Parties shall work together to facilitate all forms of cooperation in the field of education, such as:

- Activities of French and Latvian language instructors;
 - Participation, within the framework of university cooperation, of students and specialists, in courses and seminars in French and Latvian language and literature;
 - Exchanges of pupils and students;
 - Cooperation between educational establishments, especially through pairing arrangements;
 - Cooperation between establishments of higher education;
 - Exchange of information and scientific and educational publications;
 - Development of the teaching of the French language in Latvia, particularly through audio-visual methods, and of bilingual education at all levels of the education system;
 - Cooperation in the preparation of textbooks and methods of learning the French language;
 - Educational cooperation in the organization and administration of the educational system, and in teacher training and distance learning;
 - Cooperation in vocational training and technical education;
 - Cooperation in the field of linguistic research and translating and interpreting.
- The Parties shall encourage the mutual recognition of certificates, diplomas and qualifications awarded by their higher establishments of education.

Article 4

The Parties shall encourage the development of direct exchanges in the fields of radio, television, the press and the cinema, particularly between agencies and professionals, and shall place special emphasis on training activities.

Article 5

The Parties shall encourage cooperation between their scientific communities, their scientific institutions, including university-level institutions, and their technological institutions in areas of mutual interest in the pure and applied sciences, technology and the social sciences.

To that end, they shall support, in particular, within the framework of their budgetary resources:

- Exchanges of scientists, technical personnel and experts;
- Research and technological visits;
- Organization of conferences, seminars and meetings of experts;
- Direct links between laboratories;
- Implementation of scientific and/or technological research projects;
- Exchanges of information and of scientific and technical documentation;
- Measures to ensure, in accordance with their national legislation and regulations, the equitable division of intellectual property rights, when the dissemination and/or use of the results of work conducted jointly within the framework of the cooperation established by this Agreement are such as to confer such rights. The modalities of apportioning such rights may be the subject of special arrangements.

Article 6

The Parties shall pursue the closest possible cooperation in technical areas in accordance with the priorities established by mutual agreement.

The French Party is disposed to contribute to cooperation regarding assistance in public administration, especially the training of administrative officials and juridical cooperation, and assistance in implementing economic reforms.

This contribution may take the form of expert services, advice and training, either in Latvia or in France. Courses shall be organized, as required, to bring the linguistic skills of future trainees up to the required level.

Article 7

The Parties shall encourage exchanges of young people in the fields of culture and sport. They shall emphasize the training of young people and direct contacts between governmental and non-governmental organizations.

They shall encourage the participation of young people in the training courses organized by the other Party.

Article 8

The Parties shall encourage the various forms of decentralized cooperation which supplements cooperation between States: direct relations between individuals and institutions, twinning arrangements, cooperation and exchanges between local groups.

Article 9

Within the framework of their cooperation referred to in this Agreement, the Parties shall confer in proposing projects of common interest falling within the purview of multi-lateral programmes, especially those of the European Union, the Council of Europe and United Nations bodies.

Article 10

For the purpose of implementing the principles of this Agreement, an intergovernmental joint commission for cultural, educational, scientific and technical cooperation shall be established. It shall meet at least once every three years, alternately in France and in Latvia, in order to conduct a general assessment of the changes made, establish the priorities and guidelines for future cooperation, define a programme of action and the practical arrangements for its implementation, and examine, where necessary, any general problems which may arise in connection with the implementation of this Agreement.

This joint commission shall be presided over jointly by the heads of the two delegations. The work of the commission shall be coordinated by the French and Latvian Ministries of Foreign Affairs.

Article 11

Within the framework of their respective regulations, the Parties shall endeavour to create conditions favourable to the entry into and stay in their territory, and the travel and activities of the participants in the exchanges provided for under this Agreement. They shall endeavour to facilitate distribution of the items necessary for their successful cooperation.

The Parties shall define, in the form of an administrative arrangement, the modalities for the reception and stay of the persons involved in the implementation of this Agreement, particularly French teachers invited to Latvia for long-term visits.

Article 12

Each Party shall notify the other of the completion of the procedures required by its Constitution and national legislation for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the second month following the date of receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for a period of five years. It shall be automatically extended for successive five-year periods until such time as one Party gives written notice to the other Party, one year prior to the expiry of the current period of validity, of its decision to denounce the Treaty.

Done at Paris on 14 April 1997 in two original copies, each in the French and Latvian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE

For the Government of the Republic of Latvia:

VALDIS BIRKAVS

